

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1850 — 1851.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 2.

M. LELIÈVRE, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 5515. | <p>Par pétition datée du dépôt de mendicité de Reckheim, le 18 novembre 1850,</p> <p>Plusieurs détenus au dépôt de mendicité de Reckheim demandent l'abrogation de la loi concernant la mendicité. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</p> |
| 2. | 5514. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 28 novembre 1850,</p> <p>Le lieutenant-colonel Guillaumot adresse à la Chambre plusieurs exemplaires de la déclaration arrêtée par les arbitres choisis pour juger de la contestation survenue entre lui et un membre de l'Assemblée, et demande que cette déclaration soit insérée dans les <i>Annales parlementaires</i>. — Concl. — Ordre du jour.</p> |
| 3. | 5486. | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 16 novembre 1850,</p> <p>Le conseil communal de Bruxelles prie la Chambre de se prononcer sur l'abrogation ou le maintien du décret impérial du 19 janvier 1811, concernant les enfants trouvés ou abandonnés, de réviser la loi du 30 juillet 1834 et d'établir une règle uniforme pour toutes les provinces. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</p> |
| 4. | 4706. | <p>Par pétition datée de Namur, le 25 novembre 1850,</p> <p>Le conseil communal de Namur appelle l'attention de la Chambre sur sa requête qui avait pour objet le retrait de la loi de 1834, concernant les enfants trouvés, et son</p> |

remplacement par une loi qui mette l'entretien des enfants trouvés à la charge de l'État. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

M. VAN RENYNGHE, 2^{me} rapporteur.

5. 5520. Par pétition datée de Goronne, le 1^{er} décembre 1850,
Le sieur Loiseau, ancien instituteur de Goronne, déclare qu'il ne s'est pas rendu chez tous les curés du canton pour entendre sa confession et cite des ecclésiastiques qui ont refusé de l'entendre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
6. 5519. Par pétition sans date,
Le sieur Mainvault demande une indemnité du chef des travaux qu'il a exécutés pour les fortifications de la place d'Ath. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
7. 5516. Par pétition sans date,
Le sieur François réclame l'intervention de la Chambre pour qu'il soit pourvu à la restauration et à l'entretien du tronçon de route qui, au sortir de Charleroi, communique avec les deux routes concédées des embranchements de la route de Beaumont et de Marchienne-au-Pont à Charleroi. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
8. 5509. Par pétition datée de Liège, le 27 novembre 1850,
Le sieur Bury, faisant hommage à la Chambre de cinq exemplaires d'un mémoire justificatif quant à son administration comme ancien trésorier de la fabrique de l'église de St^e-Foi, à Liège, et comme ancien membre du comité de bienfaisance de la même paroisse, réclame son intervention pour obtenir une décision au sujet du conflit pendant entre lui et le conseil de fabrique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
9. 5446. Par pétition sans date,
Plusieurs professeurs, littérateurs, artistes, industriels, proposent à la Chambre d'assimiler la propriété intellectuelle à la propriété ordinaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
10. 5505. Par pétition datée de Bruxelles, le 22 novembre 1850,
La députation permanente du conseil provincial du Brabant prie la Chambre de créer un district électoral à

Wavre, ou d'établir, dans cette ville, un ou plusieurs bureaux électoraux qui concourraient avec ceux établis à Nivelles, pour les cantons de Nivelles et de Genappe, à la nomination des membres des Chambres législatives. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

11. 5499. Par pétition datée de Lacken, le 22 novembre 1850,
Le sieur Fortuner, pharmacien de la Cour à Laeken, demande une nouvelle organisation médicale et pharmaceutique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
12. 4272. Par pétition datée d'Enghien, le 20 novembre 1850,
Le sieur Castaigne, fermier-propriétaire à Enghien, demande qu'un ancien juge de paix, qui a subi une condamnation en 1827, soit privé de son traitement d'attente. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
13. 5498. Par pétition datée d'Ypres, le 22 novembre 1850,
Le sieur Cardinael réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement des sommes qu'il a payées et de celles dont on lui a fait la retenue du chef de l'exécution de travaux publics. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
-